

ASSOCIATION

Il estime les tarifs pénalisants pour le sport populaire

REIMS Le président de l'association d'animation du quartier Croix-rouge ne comprend pas les différences de tarifs pour occuper des équipements sportifs, au détriment du sport amical. La Ville répond qu'elle fait déjà beaucoup d'efforts.

ANTOINE PARDESSUS

La Ville de Reims tiendrait-elle un double discours en matière de sport ? Jean Monteiro n'est pas loin de le penser. Président de l'Acrap, association pour la promotion et l'animation du quartier Croix-rouge, il dit relever « une contradiction entre le discours officiel sur la pratique du sport et la réalité de l'accès aux équipements. Le discours officiel nous dit et redit qu'il faut faire du sport, que c'est bon pour la santé, contre la sédentarité, pour le vivre ensemble etc. ».



« Il y a une contradiction entre le discours officiel sur la pratique du sport et la réalité de l'accès aux équipements »

Jean Monteiro, président de l'Acrap

Et il brandit l'article de L'union du 27 janvier de l'année dernière, sur le plan sport du maire, annonçant 150 millions d'euros devant être investis dans les stades, gymnases, et autres piscines dans les années à venir. On pourrait trouver cela très positif. Mais ce ne serait que le côté pile. Pour Jean Monteiro, il y a aussi un côté face.

31,20 € LE DIMANCHE

Et notre homme avance des exemples précis de cas où il a l'impression que la pratique du



L'équipe de vétérans de l'Acrap : des salariés qui peuvent jouer le dimanche, mais pas en semaine.

sport est, dans les faits, plutôt découragée, au niveau financier. Le premier exemple est celui des équipes de football, vétérans de l'association : ces équipes souhaitent disputer un match amical le dimanche 30 juin dernier sur le terrain de Géo-André. « Et là nous avons appris que, puisque c'était un dimanche et un match hors calendrier fédéral, nous devrions payer 31,20€, au lieu de 15 euros le tarif ordinaire ! Le double ! »

Ce n'est pas tant le montant de la somme que le principe qui agace notre plaignant : « C'est une façon de pénaliser le sport populaire ; là il s'agit de joueurs qui ont un travail par ailleurs, pour qui c'est plus commode de faire un match un dimanche qu'en semaine... Et notre association ne va pas s'engager dans les matchs de compétition ; cela supposerait une trop grande mobilisation des parents, en particulier pour les déplacements... »

Pour la piscine, une solution qui ne satisfait pas

Il n'y a pas que les différences de tarif pour des occupations d'équipements sportifs, au détriment du sport amical, qui contrarie le président Monteiro de l'Acrap en ce moment : se pose aussi à lui le problème des heures de piscine proposées par l'association à ses adhérents.

Château-deau devant fermer pour travaux, la Ville de Reims lui propose comme solution de substitution des créneaux à Louvois, à la limite entre Reims et Cormontreuil. « C'est beaucoup moins commode pour nous, commente-t-il, à Château-deau les gens viennent souvent à pied, tandis que

pour aller à Louvois, il faut prendre deux bus ! Non seulement cela représente un coût, mais cela prendra beaucoup plus de temps... En plus, les horaires qui nous sont proposés, 18 h 30 à 20 h 30 (au lieu de 17 h 15/19 h 15), sont aussi moins pratiques : en hiver il fait déjà nuit à 20 heures, quand les gens sortiraient de la piscine... »

Jean Monteiro a donc écrit au maire pour lui suggérer que des créneaux soient proposés à l'Acrap par la super piscine UCPA, « plus commode d'accès par le tram. Après tout, le Grand Reims aide bien l'UCPA à renflouer ses caisses... »

DOUBLEMENT

Le deuxième exemple est celui du gymnase Ruisseau, que l'Acrap utilise pour ses entraînements de tennis : « Du jour au lendemain, la Ville nous a doublé le tarif, sous prétexte que c'est une activité hors calendrier fédéral ! On a l'impression que la Ville de Reims préfère

que ses stades et ses gymnases restent vides plutôt qu'ils soient occupés ! » Sollicitée par nos soins, la Ville répond qu'elle fait déjà beaucoup d'efforts (voir par ailleurs). Elle est dans son rôle, le président associatif dans le sien également. ■

LA RÉPONSE DE LA VILLE

Voici la réponse que la Ville de Reims nous a apportée quand nous lui avons fait part des doléances du président Monteiro au sujet de la facturation des terrains pour les matchs amicaux : « La grille tarifaire est votée en conseil municipal tous les ans avec très peu d'augmentation. Les tarifs sont largement inférieurs au coût réel de la mise à disposition des équipements, du personnel y travaillant, de la consommation de fluides, de la maintenance, etc. Par exemple, un gymnase se loue 3 02 € de l'heure en semaine. Le tarif du week-end est doublé sur l'ensemble des équipements sportifs uniquement pour les compétitions hors championnat, du fait des coûts plus importants pour la collectivité (agents supplémentaires engagés le dimanche, astreinte technique, etc.). Pour rappel, la Ville accompagne financièrement plus de 80 associations pour un coût annuel de plus de 1,6 €. L'association Acrap touche, à ce titre, une subvention de 39 550 €. La Ville propose également des dispositifs d'accompagnement de la pratique populaire du sport, avec par exemple le Reims Ticket Sport, qui peut se coupler avec d'autres aides gouvernementales ».